

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 18 avril 2025

Nos réf : DREAL/2025D/xxx

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXTEAM ARUDY FOUNDRY

Zone Industrielle du Touya

BP 28

64260 Arudy

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 23 octobre 2024, dans l'établissement NEXTEAM ARUDY FOUNDRY, implanté 47 rue Touya à Arudy (64260). L'inspection a été annoncée le 3 octobre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Compte tenu des évolutions d'une part, des activités du site et, d'autre part, de la nomenclature des installations classées depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 28 décembre 1998, des échanges réguliers sont en cours depuis deux ans avec l'exploitant pour actualiser les prescriptions applicables à son site. Dans ce cadre, l'exploitant a transmis, quelques mois avant l'inspection, un positionnement sur les activités qu'il exerce sur le site et sur le classement ICPE effectif qu'il propose.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXTEAM ARUDY FOUNDRY
- 47, rue Touya 64260 Arudy
- Code AIOT : 0005202403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise NEXTEAM ARUDY FOUNDRY – anciennement Fonderie MESSIER, puis VENTANA – est spécialisée dans la co-conception, l'industrialisation et la réalisation de pièces de fonderie "dite au sable" de grande précision en aluminium et magnésium. Les pièces produites sont destinées en grande partie à l'aéronautique.

Implantées depuis 1936 à Arudy, les activités de la fonderie sont autorisées sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 98/IC/411 du 28 décembre 1998.

Le procédé de fabrication est réalisé à partir de moules en sable dans lequel est moulé le métal en fusion. Après refroidissement, les pièces sont séparées du sable (décochage) et subissent une finition.

Des lignes de traitement de surface achèvent l'élaboration du produit. Le site dispose d'une chaîne de décapage « acide aluminium » (acide nitrique et acide fluorhydrique) et d'une chaîne de décapage « acide magnésium » (acide nitrique). Chaque ligne est composée d'un bain de traitement et de trois bains de rinçage (bain mort, eau régénérée et eau chaude à 85 °C).

Thème de l'inspection :

- air.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour

chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Stockages de produits au sein d'une même rétention | Arrêté Ministériel du 09/04/2019 modifié, article 20 | Demande d'action corrective | Sans délai |
| 2 | Stockages de produits chimiques à proximité d'un cours d'eau sans rétention | Arrêté Ministériel du 09/04/2019 modifié, article 20 | Demande d'action corrective | Sans délai |
| 3 | Containers de déchets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 45 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | Évaluation des rejets atmosphériques de l'activité traitement de surface | Arrêté Ministériel du 09/04/2019 modifié, articles 38, 57 et 58 | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 5 | Évaluation des rejets atmosphériques de l'activité fonderie | Arrêté Ministériel du 30/06/1997 modifié, articles 6.2 et 6.3 – Arrêté Préfectoral, articles 3.2.3, 3.4 et 3.5, Arrêté ministériel du 02 février 1998, article 27 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 6 | Plan de gestion de solvants | Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 28.1 | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 7 | Activité de travail du bois | Arrêté Ministériel du 02/09/2014 modifié, article 41 – Arrêté Ministériel du 05/12/2016 modifié, article 6.1.1 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | Utilisation de solvant à risque H341 et H351 au niveau du bâtiment propulse | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1 – Arrêté Ministériel du 13/12/2019, articles 9.1 et 10.1 | Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 9 | Solvants utilisés au niveau de la fonderie | Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 27.7.a, article 59 | Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 10 | Points de rejet sur le site | Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, articles 4 et 49 | Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective | 6 mois 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas réalisé de mesures de ses rejets atmosphériques provenant du laveur de gaz depuis

2019, alors qu'il est soumis à une surveillance a minima annuelle. Ce non-respect de prescriptions issues d'arrêtés ministériels est susceptible de suites administratives. L'exploitant n'a pas non plus réalisé de mesures de ses rejets atmosphériques provenant du bâtiment fonderie depuis 2020. A titre indicatif, l'arrêté ministériel pour les installations soumises à déclaration sous cette rubrique prévoient une surveillance à minima triennale.

Les prescriptions actuellement applicables à l'exploitant dans son arrêté préfectoral d'autorisation ne sont plus adaptées aux activités réellement exercées sur le site. À la suite de son positionnement sur les rubriques ICPE applicables à son établissement, il est demandé à l'exploitant de se positionner également sur les dispositions des différents arrêtés ministériels applicables (et poursuivre le travail déjà entamé à ce titre), au travers d'une étude pour :

- canaliser certaines émissions actuellement diffuses,
- réduire le nombre de points de rejets des effluents canalisés présents sur le site,
- traiter les effluents rejetés.

Des prescriptions complémentaires pourront être envisagées pour mieux réglementer les activités du site et réglementer les différents points de rejets.

S'agissant des solvants utilisés, l'exploitant doit d'une part, travailler à l'élaboration d'un plan de gestion de solvants, et, d'autre part, mieux évaluer les flux horaires de COV émis sur le site à partir des solvants qu'il utilise.

Enfin, l'exploitant, qui rencontre des problèmes de place sur son site, doit améliorer la gestion de ses stockages de déchets. Certains déchets étaient stockés sur la voirie sans rétention alors même que l'environnement du site (présence d'un cours d'eau traversant le site, environnement montagneux à proximité) est particulièrement sensible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockages de produits au sein d'une même rétention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 modifié (rubrique n° 2565), article 20 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétention de produits chimiques |
| <p>Prescription contrôlée : Stockages et rétentions</p> <p>I. Dispositions générales</p> <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. [...]</p> <p>II. Cuves et chaînes de traitement</p> <p>Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; • 50 % de la capacité totale des cuves associées. [...] |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue dans les locaux abritant le laveur de gaz. Il a été constaté que la rétention</p> |

| |
|---|
| <p>était remplie de liquide et que, par ailleurs, des bidons de soude étaient présents dans la rétention. L'inspection a alerté sur le risque que deux produits incompatibles pourraient se retrouver dans la même rétention, si de l'acide venait à s'y trouver et se renverser. L'exploitant a indiqué que le fluide dans la rétention pouvait toutefois être de l'eau issue d'une fuite (par exemple de la toiture), laquelle a été depuis réparée. Toutefois, l'exploitant n'avait pas encore vidangé la rétention au moment de l'inspection.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Après l'inspection l'exploitant a transmis une photo montrant qu'il a, de manière réactive dans les jours ayant suivi l'inspection, vidangé la rétention du laveur de gaz et installé les produits de soude sur une rétention séparée à côté.</p> <p>L'exploitant améliore la gestion de ses stockages de produits chimiques pour qu'ils ne se retrouvent pas au sein d'une même rétention.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : Sans délai</p> |

N° 2 : Stockages de produits chimiques à proximité d'un cours d'eau sans rétention

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 modifié (rubrique n° 2565), article 20</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention de produits chimiques</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Stockages et rétentions</p> <p>I. Dispositions générales</p> <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. [...]</p> <p>II. Cuves et chaînes de traitement</p> <p>Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; • 50 % de la capacité totale des cuves associées. [...] |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté plusieurs stockages de liquides à plusieurs propriétés de danger différentes sans présence de rétention, situés sur la voirie à proximité immédiate du cours d'eau « Le Lamisou ». L'inspection considère qu'il s'agit d'une situation anormale avec risque possible de pollution de la rivière en cas de déversement accidentel, de fuite ou en cas de montée rapide des eaux de la rivière par fortes pluies, ce qui est envisageable étant donné la situation géographique et la faible largeur / le faible lit de la rivière.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de procéder, en l'attente de trouver des solutions pérennes, à des mesures conservatoires qui relèvent d'un caractère d'urgence, c'est-à-dire de trouver une solution pour évacuer ces stockages (GRV, bidons...) dans les meilleurs délais. L'exploitant a transmis une preuve</p> |

| |
|---|
| photographique pour montrer qu'il a bien évacué ces stockages à la date du 26 octobre, deux jours après l'inspection. Il est demandé à l'exploitant de trouver une solution à long terme pour permettre un stockage dans des conditions conformes à la réglementation, pouvant aller jusqu'à la mise en place d'armoires couvertes sur rétentions, spécialement dédiées pour cet usage, voire à la création d'une aire imperméabilisée dédiée. L'exploitant s'était déjà doté sur le site d'armoires couvertes sur rétentions spécialement dédiées pour le stockage d'autres produits/déchets dangereux mais visiblement ces armoires sont saturées en capacité. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : Sans délai |

N° 3 : Containers de déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 45 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Containers de déchets |
| Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques. |
| Constats : L'inspection a constaté la présence de grands conteneurs contenant différents déchets dangereux provenant des activités de fonderie et de traitement de surface. Ces containers n'étaient pas fermés. L'inspection a demandé à l'exploitant de fermer les containers pour éviter un risque de pollution du milieu extérieur. Par ailleurs, l'accès de tiers n'étant pas complètement empêché sur le site, il subsiste un risque d'accès à ces déchets. La présence de big-bags contenant des déchets issus des fours de décochage a également été constatée sur la voirie. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> • procéder à la fermeture des containers de déchets (sous réserve qu'ils soient bien aérés) ; • prévenir des risques de lessivage des big-bags par les eaux de pluie en assurant leurs stockages dans des conditions étanches et sans risque de rupture d'intégrité des big-bags. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Évaluation des rejets atmosphériques de l'activité traitement de surface

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 modifié (rubrique n° 2565), articles 38, 57 et 58 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Évaluation des rejets atmosphériques |
| Prescriptions contrôlées : <u>Article 38 : Points de mesures.</u> Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives. <u>Article 57 : Émissions dans l'air.</u> Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou |

vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés :

- Acidité totale exprimée en H : 0,5 mg/m³ ;
- HF exprimé en F : 2 mg/m³ ;
- Cr total : 1 mg/m³ ;
- Cr VI : 0,1 mg/m³ ;
- Ni : 5 mg/m³ ;
- CN : 1 mg/m³ ;
- Alcalins, exprimés en OH : 10 mg/m³ ;
- No_x, exprimés en NO₂ : 200 mg/m³ ;
- SO₂ : 100 mg/m³ ;
- NH₃ : 30 mg/m³.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Cas particulier de l'attaque nitrique / NO_x : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.

Article 58 : Surveillance des émissions.

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation **puis tous les ans.**

Constats :

Le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques au niveau du laveur de gaz, contrôle effectué en date du 8 janvier 2019 correspondant au dernier rapport de mesures effectuées sur ce point de rejet, a été transmis à l'inspection.

Il est à noter que ce rapport de contrôle a été réalisé suivant les dispositions de l'arrêté du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cet arrêté était applicable à l'époque où ont été réalisées les mesures. Depuis à la suite d'une modification de la réglementation, ces dispositions ne sont plus applicables qu'aux installations soumises à la rubrique IED n° 3260 pour un volume de bain de plus de 30 m³, ce qui n'est pas le cas du site exploité par la société Nexteam. Par conséquent le référentiel applicable auquel comparer les résultats de mesures est désormais l'arrêté ministériel du 09/04/2019 modifié.

Le laveur de gaz permet d'épurer les effluents atmosphériques (vapeurs neutralisées par une solution basique) issus des bains de traitement de surface avant rejet au niveau de l'émissaire n° 51, référencé « décapage » sur le plan de l'exploitant.

Le rapport de mesures ne détaille pas les conditions dans lesquelles les mesures ont été faites, qui doivent être représentatives des conditions de fonctionnement. L'exploitant indique qu'a priori les mesures ont été faites l'année suivant la mise en place du système de traitement par laveur de gaz. Leur objectif était de s'assurer du bon fonctionnement du laveur de gaz et que, de souvenir, elles auraient été faites en situation de fonctionnement nominal. Néanmoins, ces conditions de fonctionnement ne sont pas détaillées formellement dans le rapport.

3 essais ont été effectués sur une durée de 30 minutes. Les durées minimales de prélèvement suivant la norme NF X 43-551 sont respectées. Les polluants mesurés sont le SO₂, HF, NH₃, NO_x, métaux (Cr, Ni), acidité/alcalinité, chrome hexavalent, cyanures.

La vitesse au débouché dépasse la valeur de 13 m/s et est suffisante.

La valeur en oxygène a été mesurée à 20,9 % d'O₂. Les valeurs n'ont pas été corrigées.

Les valeurs de concentration en polluants mesurées dans le rapport de contrôle respectent les valeurs

limites d'émission en concentration prévues par l'article 57 de l'arrêté du 9 avril 2019 modifié.

Par ailleurs, le rapport de contrôle met en évidence plusieurs non-conformités s'agissant de la section de mesure en lien avec les normes de mesure. En effet :

- la section de mesures n'est pas homogène en vitesse (écart entre les vitesses moyennes des 2 axes de la section circulaire > 5 %) ;
- la longueur droite amont est insuffisante : la préconisation d'une longueur droite amont au moins égale à 5 fois le diamètre hydraulique du conduit n'est pas respectée ;
- la longueur droite aval est insuffisante : la préconisation d'une longueur droite aval au moins égal à 2 fois (coude) ou 5 fois (débouché) le diamètre hydraulique du conduit n'est pas respectée ».

Celles-ci augmentent les incertitudes de mesure et la prudence avec laquelle les résultats doivent être appréciés. C'est une non-conformité à l'article 38 de l'arrêté ministériel.

La dernière mesure ayant été réalisée en 2019, par conséquent la fréquence de surveillance annuelle prévue à l'article 58 de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019 modifié n'est pas respectée.

Enfin, l'exploitant a indiqué que la déclaration annuelle des émissions sur GEREPA a été effectuée en utilisant les résultats de mesure de l'année 2019. Ce qui ne permet pas de savoir ce que l'exploitant rejette réellement chaque année dans l'air.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- effectuer une mesure des émissions atmosphériques au niveau du laveur de gaz des bains de traitements de surface et transmettre les résultats commentés à l'inspection des installations classées (proposition de mise en demeure) ;
- procéder, dorénavant, à des mesures, à fréquence minimale annuelle, au niveau du point de rejet du laveur de gaz (proposition de mise en demeure) .
- traiter les non-conformités s'agissant de la section de mesure en lien avec les normes de mesure afin que les prochaines mesures soient réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel de 2019 (demande) ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Évaluation des rejets atmosphériques de l'activité fonderie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30 juin 1997 modifié (rubrique n° 2552), articles 6.2 et 6.3 – Arrêté Préfectoral du 28 décembre 1998, articles 3.2.3, 3.4 et 3.5, Arrêté ministériel du 02 février 1998, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Évaluation des rejets atmosphériques

Prescriptions contrôlées :

Article 6.2 (arrêté ministériel déclaration) : Valeurs limite et conditions de rejets

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) [...] :

- poussières : 150 mg/Nm³ ;
- plomb : 5 mg/Nm³, si le flux est supérieur à 25 g/h. [...]

Article 6.3 (arrêté ministériel déclaration) : Mesure périodique de la pollution rejetée

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants dans les effluents gazeux doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, **au moins tous les trois ans**.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes.

À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou

vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. [...]

Article 3.2.3 (arrêté préfectoral) : Hauteur des cheminées

[...] la vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale doit être au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

Article 3.4 : Valeurs limites de rejet de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1998

Les émissions canalisées de l'ensemble de l'établissement doivent respecter les valeurs limites totales suivantes :

- poussières totales :
 - débit massique horaire < 1 kg/h,
 - concentration <100 mg/Nm³,
- phénols :
 - débit massique horaire < 0,1 kg/h,
 - concentration <20 mg/Nm³.

Article 3.5 : Dispositifs de contrôle

Les conduits d'évacuation des effluents gazeux doivent être conçus de façon à permettre d'effectuer des mesures de débit, température, vitesse des gaz, concentration en polluant et des prélèvements représentatifs. [...]

Article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

1° Poussières totales : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³.

Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.

[...]

8° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :

[...]

c) Rejets de plomb et de ses composés : si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ (exprimée en Pb) ».

Constats :

Il est à noter que l'exploitant a indiqué dans son recensement des activités transmis à l'inspection en 2023, qu'il dépasse le seuil d'autorisation pour la rubrique n° 2552, estimant sa production à environ 2,33 t/j actuellement. Par conséquent, les dispositions de l'arrêté ministériel pour le régime de la déclaration de la rubrique n° 2552 ne lui sont pas formellement applicables. Or il n'existe pas d'arrêté ministériel pour le régime d'autorisation spécifique à cette rubrique, il convient dans ce cas d'appliquer les dispositions de l'arrêté du 2 février 1998.

Toutefois, l'inspection précise que les prescriptions appliquées sont usuellement a minima aussi contraignantes pour un site soumis au régime de l'autorisation par rapport aux prescriptions d'un site soumis à déclaration. Les résultats sont donc comparés au régime de la déclaration à titre indicatif afin d'évaluer la qualité du rejet et de la surveillance.

Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques au niveau des installations en lien avec la fonderie, effectué du 10 au 12 février 2020 correspondant au dernier rapport de mesure effectué sur les points de rejet liés à cette activité a été transmis à l'inspection. Celui-ci ne détaille pas les conditions dans

lesquelles les mesures ont été faites, qui doivent être représentatives des conditions de fonctionnement normales de l'usine.

Plusieurs essais ont été effectués (3 ou 1 selon les polluants mesurés) sur une durée supérieure à 30 minutes. Les durées minimales de prélèvement suivant la norme NF X 43-551 sont respectées.

Il est à noter que les mesures ont été réalisées sur d'autres polluants, que ceux prévus par la réglementation applicable au site. De fait, les polluants mesurés sont le CO, NO_x, COV totaux, méthane, COVnm, poussières, SO₂, métaux, phénol, SF₆ au niveau des différentes sources de rejets mesurés : four magnésium, four aluminium, aspirations « boas », « lingoteuse ».

Les mesures ont, en général, été ramenées aux conditions de fonctionnement standards (sur gaz secs, sans correction de O₂, à température et pression standards).

Les vitesses au débouché mesurées sont situées aux environs de 1 à 2 m/s, semblant être relativement faibles pour permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Toutefois, en l'absence de détail sur les conditions dans lesquels ces essais ont été réalisés, il est difficile de statuer sur la conformité des résultats. Les débits au niveau des aspirations « boas » sont assez faibles (entre 1 000 et 2 000 m³/h) et plus élevés sur les fours (entre 15 000 et 20 000 m³/h pour le four magnésium et four aluminium, entre 5 000 et 10 000 m³/h pour la « lingoteuse »).

Les valeurs mesurées montrent, notamment :

- pour les poussières une valeur de 25,5 mg/m³ (flux de 0,42 kg/h) sur un essai au niveau du four magnésium. Ceci respecte a priori la VLE de l'arrêté ministériel déclaration (VLE à titre indicative) et préfectoral et de l'arrêté du 02/02/1998(VLE imposée);
- pour les COVnm une valeur de 5 mg/m³ en moyenne (flux de 0,080 kg/h) ;
- pour les NO_x une valeur de 2 mg/m³ en moyenne (flux de 0,041 kg/h).

Parmi les métaux mesurés, les polluants qui se démarquent dans les rejets sont :

- le zinc (3,66 mg/m³ et flux de 60 g/h) ;
- l'aluminium (0,123 mg/m³ et flux de 2,03 g/h) ;
- le magnésium (12,7 mg/Nm³ et flux de 0,21 kg/h).

La VLE en plomb (fixée à titre indicatif par l'arrêté ministériel déclaration et fixée de manière réglementaire par l'arrêté préfectoral et par l'AM du 02/02/1998) est aussi respectée (24,44 µg/m³).

Quelques résultats de mesures notés dans le rapport de contrôle (résultats moyens notés dans le tableau si plusieurs essais) sont repris dans le tableau suivant à titre illustratif :

| Polluant/Point de rejet/ concentration en mg/m ³ | Four magnésium | Aspirations « boas » | « Lingoteuse » | Four aluminium |
|---|----------------|------------------------------------|----------------|------------------------------------|
| Poussières | 25,5 | 0,35 | 28 | 0,6 |
| NO _x | 2 | Pas de NO _x retrouvé | 1 | Pas de NO _x retrouvé |
| COVnm | 5 | 8 | 11 | 9 |
| COVtotaux | 6,6 | 8,5 | 11 | 9,2 |
| Zn | 3,66 | 0,28 | 3,3 | 0,406 |
| Al | 0,123 | 0,58 | 0,49 | 0,28 |
| Mg | 12,7 | 1,17 | 11,77 | 0,277 |

| | | | | |
|---------|---------|---------|---------|----------|
| Plomb | 0,02544 | 0,00441 | 0,002 | 0,00710 |
| Phénols | 0,00463 | 0,02608 | 0,16705 | 0,001079 |

Ces résultats de mesures montrent la présence de poussières, de COV et de ces 3 métaux dans les rejets même si, formellement, seuls le phénol et les poussières sont réglementés par une VLE dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces VLE (en concentration et en flux) pour le phénol et les poussières sont respectées pour ces mesures de 2020.

Le rapport de contrôle met en évidence, aussi, de nombreuses non-conformités s'agissant de la section de mesure en lien avec les normes de mesure.

Celles-ci augmentent les incertitudes de mesure et la prudence avec laquelle les résultats doivent être appréciés. C'est une non-conformité à l'article 6.2 de l'arrêté ministériel correspondant au régime déclaratif (non opposable) sur les normes de mesures et à l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral (opposable).

La dernière mesure datant de plus de 3 ans au niveau de ces points de rejets, la fréquence minimale triennale prévue dans l'arrêté ministériel des installations soumises à déclaration sous la rubrique n° 2552 n'est pas respectée. Toutefois, l'inspection estime que la fréquence pourrait être révisée dans l'arrêté préfectoral du site pour intégrer cette fréquence à minima triennale. Elle n'est à ce jour pas opposable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- réaliser une mesure des émissions atmosphériques au niveau du four magnésium, du four aluminium, des aspirations « boas » et de la « lingoteuse » et transmettre les résultats commentés à l'inspection des installations classées. Étant donné qu'aucune mesure des rejets aux émissaires fonderie n'a été réalisée depuis 2020, il est demandé de réaliser cette mesure sans attendre ;
- procéder, dorénavant, à des mesures à fréquence minimale triennale au niveau de ces points de rejets, cette fréquence sera reprise dans un arrêté préfectoral de mise à jour des conditions d'exploitation ;
- traiter les non-conformités s'agissant de la section de mesure en lien avec les normes de mesure ;
- prendre les mesures nécessaires pour que les vitesses d'éjection des effluents aux cheminées soient conformes. La prochaine mesure réglementaire des effluents est réalisée à débit maximum afin de vérifier la conformité des vitesses d'éjection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 28.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

L'inspection a consulté la liste des solvants utilisés sur le site. Le site utilise un solvant classé à risque H341 et H351, l'alcool furfurylique, dont la quantité présente sur le site était de 3 202 kg selon le recensement transmis par l'exploitant quelques jours avant l'inspection. La quantité totale de solvants

présente sur le site à la période de l'inspection était de 10,286 tonnes selon cette même liste. Toutefois, l'inspection ne connaît pas précisément la quantité consommée sur le site par unité de temps, car elle n'a pas été communiquée par l'exploitant. La présence de 10 tonnes sur le site implique que la consommation de solvants sur le site est possiblement supérieure à 1 tonne de solvants par an. L'exploitant a expliqué que l'alcool furfurylique est employé uniquement au niveau du bâtiment « propulse » et sert à l'activité de revêtement de peinture et imprégnation des pièces forgées. Les autres solvants sont utilisés dans d'autres parties du site.

L'exploitant ne tient pas à jour de plan de gestions de solvants (PGS), ce qui constitue une non-conformité à l'article 28.1 de l'arrêté susvisé. L'enjeu du PGS est de faire un bilan entrée/sortie des solvants et sert à évaluer les émissions canalisées et diffuses de COV dans l'atmosphère et enfin peut permettre de réduire la consommation de ceux-ci sur le site. L'inspection estime que si leur emploi est évidemment nécessaire aux process de par son activité, ceux-ci constituent un enjeu important en matière d'exposition du personnel et de rejet dans l'atmosphère et qu'à ce titre l'exploitant devrait adopter une démarche plus rigoureuse sur l'utilisation des solvants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants sur le site dans un délai de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Activité de travail du bois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014 modifié (rubrique n° 2410), article 41 – Arrêté Ministériel du 05/12/2016 modifié (rubrique n° 2410), article 6.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques de l'activité de travail du bois

Prescriptions contrôlées :

Article 41 :

[...] Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. [...]

Article 6.1.1 :

Les bâtiments abritant les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munis de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont, si la mesure est techniquement et économiquement possible, munis d'orifices obturables et accessibles [...]. Les points de rejets sont en nombre aussi réduit que possible. [...]

Il est à noter que ces deux arrêtés prévoient également des mesures à fréquence au moins triennale sur les poussières et sur les COV, si des solvants sont consommés pour cette activité.

Constats :

L'inspection a constaté que le bâtiment le plus récemment construit sur le site accueille des activités de travail du bois. L'exploitant est peut-être soumis à la rubrique n° 2410 en lien avec les activités de travail du bois. Il peut donc être soumis aux dispositions des arrêtés du 2 septembre 2014 modifié ou du 5 décembre 2016 modifié.

Toutefois, l'exploitant n'a pas indiqué son positionnement sur cette rubrique dans son point d'étape transmis à l'inspection. Le seuil de déclaration est à partir de 50 kW et le seuil d'enregistrement à partir de 250 kW.

Des conduits des hottes d'aspiration au niveau des différents postes de travail se rejoignent en un point de rejet unique après traitement par un cyclofiltre en sortie du bâtiment. Le cyclofiltre est mis en place pour traiter les poussières. Néanmoins, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de mesures en

| |
|--|
| sortie du cyclofiltre. Enfin, l'exploitant a indiqué que des aspirations dans le bâtiment ne sont pas reliées au circuit de traitement de l'air et qu'il existe donc d'autres points de rejets non reliés au cyclofiltre et que ces conduits de rejets ne font pas tous l'objet d'un traitement. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de <ul style="list-style-type: none"> se positionner, dans un délai de trois mois, vis-à-vis de son classement par rapport à la rubrique n° 2410 de la nomenclature des installations classées ; si le site est soumis à la rubrique n° 2410 de : <ul style="list-style-type: none"> confirmer à l'inspection s'il existe des points de rejets qui ne sont pas reliés au circuit de traitement d'air principal du bâtiment. Dans le cas contraire, il prendra les dispositions pour : <ul style="list-style-type: none"> relier les autres points de rejets au point de rejet principal du bâtiment, après traitement par cyclofiltre ; mettre en place un traitement à la sortie de ces points de rejets individuels ; réaliser dans un délai de trois mois une mesure des effluents atmosphériques au niveau des différents points de rejet. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Utilisation de solvant à risque H341 et H351 au niveau du bâtiment « propulse »

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020 (rubrique n° 2940), article 6.1 – Arrêté Ministériel du 13/12/2019 (rubrique n° 1978), articles 9.1 et 10.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Solvants |
| Prescription contrôlée : <u>Article 6.1 : Généralités</u> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre. |
| <u>Article 9.1.II (AM 13/12/2019): COV</u> [...] Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels est attribuée, ou sur lesquels doit être apposée, la mention de danger H341 ou H351, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm ³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés. [...] |
| <u>Article 10.1 (AM 13/12/2019): Cas général</u> L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. [...] La surveillance en permanence des émissions canalisées de l'ensemble des COV est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation [...] b) le flux horaire maximal total (canalisé et diffus) de COV [...] halogénés auxquels sont attribués [...] les mentions de danger H351 ou H341 dépasse 2 kg/h [...]. [...] Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées [...] au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an. - au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an. |

Constats :

L'exploitant a indiqué dans son recensement transmis à l'inspection en 2023 être soumis à enregistrement pour la rubrique n° 2940 dépassant le seuil de 100 kg/j lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » sur les pièces. Ces activités liées à cette rubrique sont exercées essentiellement dans le bâtiment « propulse ».

Il est à noter que la rubrique n° 1978, créée à compter du 1^{er} janvier 2020, demande que les installations, procédant au nettoyage de surface à l'aide de [...] composés organiques volatils halogénés à mentions de danger H341 ou H351 [...] lorsque la consommation de solvant est supérieure à 1 t/ an, soient soumis à déclaration. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif à cette rubrique sont applicables aux installations existantes (autorisées avant 2001 et mise en service avant 2002, ce qui est le cas du site NEXTEAM ARUDY FOUNDRY).

La zone de stockage de l'alcool furfurylique est située au niveau du bâtiment « propulse » qui est dédié à la fabrication de noyaux pour impression 3D. La zone pour injecter le solvant au niveau des pièces mécaniques est capotée de manière à prévenir les risques pour le personnel. L'exploitant indique réaliser une injection de ce produit une fois par jour. L'extraction se fait via 2 gaines d'aspiration. L'exploitant indique en amont exploiter un dispositif de traitement pour retenir le sable/les poussières via un « mur aspirant » mais sans mise en place de dispositif de traitement en amont des rejets de solvants. Le solvant est rejeté au niveau du point des rejets n° 5 et n° 6 (correspondant au plan transmis par l'exploitant) du bâtiment « propulse ». L'extraction se fait horizontalement au mur.

Actuellement, il n'existe pas au niveau de cette activité de prescription en matière de rejet de COV et la situation vis-à-vis du classement ICPE reste incertaine :

- l'exploitant n'ayant pas réalisé de mesures, il ne peut savoir, lorsque l'injection d'alcool furfurylique est réalisée, s'il dépasse le flux de 100 g/h déclenchant une VLE en concentration à 20 mg/m³, pour ce type de COV selon l'arrêté Ministériel du 13/12/2019 ;
- le seuil d'utilisation d'1 tonne par an de solvant à mention de dangers H351 peut être dépassé. Dans le recensement préalable transmis par l'exploitant, il était indiqué que 3 202 kg d'alcool furfurylique était stocké, ce qui peut laisser supposer une utilisation de plus d'1 tonne par an de ce type de solvant. Cela impliquerait que l'exploitant est soumis à déclaration pour la rubrique n° 1978 et qu'il doit précéder à minima à une mesure annuelle de ses rejets en COV. D'autres conditions mentionnées dans le libellé de cette rubrique peuvent soumettre les activités à la rubrique n° 1978.

L'inspection note aussi que l'article 6.4 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 prévoit que tout rejet en façade est interdit. Si cet article n'est applicable qu'aux installations nouvelles ou extension d'activité, et donc non applicable au bâtiment propulse, l'inspection considère comme bonne pratique de ne pas procéder à des rejets en façade et suggère à l'exploitant de modifier ses points de rejets à long/terme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- transmettre dans un délai de 3 mois son positionnement vis-à-vis de son classement par rapport à la rubrique n° 1978 en indiquant la quantité maximale d'alcool furfurylique utilisée sur le site chaque année ;
- si le site est soumis à la rubrique n° 1978, procéder à la réalisation d'une campagne de mesure des rejets en COV au niveau du bâtiment « propulse » et d'évaluer le flux horaire rejeté en COV ;
- si le site est soumis à la rubrique n° 1978, réaliser les mesures relatives au COV prévues dans l'arrêté Ministériel du 13/12/2019 relatif à la rubrique n° 1978.

La réalisation d'une campagne de contrôle de ses rejets en COV est susceptible de suites administratives en fonction du positionnement de l'exploitant vis-à-vis des seuils de la rubrique n° 1978 et de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective

N° 9 : Solvants utilisés au niveau de la fonderie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 27.7.a, article 59

Thème(s) : Risques chroniques, Solvants

Prescription contrôlée :

Article 27. 7 – Composés organiques volatils :

a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :

Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.

Article 59 :

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. [...]

La surveillance en permanence des émissions canalisées de l'ensemble des COV est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation [...]

a) le flux horaire maximal total (canalisé et diffus) en COV, exprimé en carbone total, dépasse 15 kg/h dans le cas général ; [...]

Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées [...] au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an.

Constats :

Les solvants au niveau de la fonderie sont employés via l'utilisation de résines. Celles-ci contiennent les solvants et sont mélangées avec le sable, avant que le mélange soit installé dans le malaxeur. Le malaxeur est équipé d'un dépoussiéreur avant rejet des effluents en toiture au niveau du point de rejet n° 33.

Les fours permettent la polymérisation des pièces et peuvent être à l'origine indirectement de la remise en suspension dans l'atmosphère. Une partie des solvants est rejetée via plusieurs extractions en toiture et une partie est rejetée de manière diffuse dans l'atelier.

Actuellement, il n'existe pas au niveau de cette activité de prescription en matière de rejet de COV dans l'arrêté préfectoral du site. Toutefois, de telles dispositions existent dans l'arrêté ministériel du 02/02/98 opposable. L'exploitant n'ayant pas réalisé de mesures, il ne peut savoir, au regard des solvants utilisés en fonderie, s'il dépasse le flux de 15 kg/h déclenchant une VLE en concentration à 110 mg/m³, pour ce type de COV.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d' :

- indiquer son positionnement vis-à-vis des seuils de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (consommation de solvants à l'année).
- procéder à la réalisation d'une campagne de mesure des rejets en COV au niveau de la fonderie et d'évaluer le flux horaire rejeté en COV.

L'absence de réalisation d'une campagne de contrôle de ses rejets en COV et de respect de VLE imposée par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié est susceptible de suites administratives

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Points de rejet sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, articles 4 et 49

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 4 :

[...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, **dans la mesure du possible**, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Article 49 :

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. [...]

Constats :

Au niveau de la fonderie

Le procédé de fabrication est réalisé à partir de moules en sable dans lequel est coulé le métal en fusion. Après refroidissement, les pièces sont séparées du sable (décochage) et subissent une finition.

La fonderie utilise plusieurs procédés participant au procédé de fusion et à l'origine de l'émission d'effluents atmosphériques.

Dans la fonderie, plusieurs moules sont utilisés pour réaliser les pièces et sont reliés chacun à une aspiration « boa ». Ces rejets sont ensuite canalisés et regroupés avant passage par une centrale de traitement d'air et rejetés ensuite en toiture au niveau du point de rejet n° 75 référencé « boa fusion gravité » sur le plan de l'exploitant. Il s'agit d'un point de rejet sur lequel des mesures peuvent être effectuées (appelées aspirations « boas » dans le rapport de contrôle de 2020). L'inspection a, par ailleurs, constaté que certains boas trop étroits rendent difficiles la captation complète de ces rejets.

L'exploitant dispose d'une « lingoteuse » reliée à une hotte à la cheminée, sur laquelle des mesures peuvent être effectuées (telles qu'effectuées en 2020 par l'APAVE). Ce point de rejet n'était pas indiqué sur le plan présenté par l'exploitant.

Le point de rejet « Bp Alu » est relié à deux fours de fonte ainsi qu'un four « aluminium ». Ces fours fonctionnent au gaz contrairement aux précédents appareils précités. Des mesures peuvent y être effectuées. Les rejets sont renvoyés au point de rejet n° 40 « BpAl ». Sur ce point de rejet, a été effectuée la dernière mesure en 2020 (four « aluminium »). Les effluents générés sont des fumées de fusion, poussières de sable, silice, fumées de combustion dues à l'utilisation du gaz.

L'exploitant dispose de 6 fours « Magnésium », lesquels sont électriques, de puissance égale à 90 kW, et comportent chacun une aspiration. Les effluents passent par une centrale de traitement de l'air, avec un rejet final au point de rejet n° 39 « fours gravité » sur le plan transmis par l'exploitant. Sur ce point de rejet, a été effectuée la dernière mesure en 2020 (four « Magnésium »). Les effluents générés sont des fumées de fusion, poussières de sable, silice.

L'exploitant indique ne pas utiliser de gaz sur le site en dehors des deux fours « aluminium », de quelques aérothermes et de la chaufferie principale de 1,86 MW soumise à déclaration.

D'autres fours électriques existent sur le site (fours de traitement thermique, fours de décochage). Les fours de décochage peuvent être également à l'origine de l'émission de vapeurs de résine, poussières de sable et ont deux points de rejets en toiture.

L'exploitant a indiqué ne plus temporairement utiliser de SF₆, mais réserve sa décision pour la suite. Le SF₆ peut se décomposer en HF au contact du magnésium. Le HF est donc un polluant issu de ce procédé.

Différents polluants (à minima poussières, NO_x, SO₂, CO, métaux, COV) peuvent être rejetés au niveau de la fonderie. De fait, à plusieurs reprises de la silice (SiO₂) a pu être rejetée. Une attention particulière est portée concernant la protection du personnel étant donné les propriétés CMR de la silice.

Enfin, l'inspection a constaté à quelques reprises la présence de manches souples percées sur certains dispositifs d'aspiration/dépoussiéreurs (par exemple dépoussiéreur du malaxeur 1).

Au niveau du bâtiment « propulse » (rez-de-chaussée)

L'exploitant utilise un four « Bp Mg » qui n'est pas directement relié à un rejet canalisé en toiture. Deux extracteurs sont en place sur la toiture du bâtiment mais les effluents à l'origine du four ne sont pas captés ni traités avant rejet.

Sur les autres bâtiments

De manière générale, l'inspection a constaté que le nombre de points de rejets sur l'ensemble du site est important. Les effluents atmosphériques rejetés ne sont pas tous captés directement, ne font pas tous l'objet de traitement et ne sont pas tous réglementés dans l'arrêté préfectoral.

La situation constatée sur les points de rejets n'est plus adaptée à la réglementation en vigueur ni à l'arrêté préfectoral applicable au site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- réparer sous 2 mois les manchettes souples constatées percées ;
- sur la base de l'article 4 de l'arrêté du 2/02/98 susvisé, transmettre dans un délai de 6 mois une étude technico-économique permettant d'étudier la possibilité de canaliser les émissions atmosphériques du site lorsqu'elles ne sont pas canalisées (dont les émissions du point de rejet « four Bp Mg »), de traiter les effluents, de regrouper des points de rejet autant que possible et de proposer des valeurs limites d'émission en concentration et en flux en fonction de la réglementation applicable. Sur la base de cette étude, des prescriptions complémentaires pourront être prises par Monsieur le Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois